



---

## DÉCLARATION

---

94/35

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

DE

L'HONORABLE ANDRÉ OUELLET,  
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

DEVANT

LA CHAMBRE DE COMMERCE DU CANADA AU JAPON

ET LA SOCIÉTÉ CANADA-JAPON

TOKYO, Japon  
Le 21 juillet 1994

Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux d'être ici aujourd'hui. Vous le savez peut-être, il s'agit de ma première visite officielle au Japon et en Asie depuis ma nomination au poste de ministre des Affaires étrangères en novembre dernier. Toutefois, ce n'est pas la première fois qu'un membre du nouveau gouvernement canadien se rend au Japon et dans la région asiatique. Le gouverneur général, le ministre du Commerce international, le ministre des Transports, le ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, le ministre des Pêches et des Océans et le secrétaire d'État pour l'Asie et le Pacifique ont tour à tour visité cette région, prouvant ainsi que l'actuel gouvernement du Canada a effectivement reconnu l'importance du Japon et de l'Asie-Pacifique dans tous les aspects de leurs politiques sur le commerce et les affaires étrangères.

La nomination par le premier ministre d'un secrétaire d'État pour l'Asie et le Pacifique, qui m'aide à assumer mes fonctions de ministre des Affaires étrangères, a également démontré son engagement personnel concernant le développement des relations entre le Canada et les pays asiatiques, dont le Japon, bien entendu.

Le premier ministre a été très clair à ce sujet en novembre dernier à Seattle. En fait, la rencontre des dirigeants de l'APEC [Coopération économique Asie-Pacifique] était la première fonction internationale à laquelle le premier ministre prenait part.

Ma visite en Asie vise à renforcer l'engagement de notre gouvernement envers cette région, à intensifier nos relations bilatérales et à exprimer notre volonté de coopération dans le cadre de forums multilatéraux. Je me réjouis que le Japon soit la première étape de cette visite. À cette fin, je me rendrai en Corée du Sud plus tard aujourd'hui. Je participerai également la semaine prochaine à la réunion des ministres de l'ANASE [Association des nations de l'Asie du Sud-Est] à Bangkok, et notamment à l'historique réunion inaugurale du Forum régional de l'ANASE pour y discuter de questions de sécurité. Je me rendrai ensuite en Chine et à Hong Kong.

Les entretiens que j'ai eus, ici au Japon, avec le premier ministre Tomichi Murayama, le ministre du Commerce international et de l'Industrie, M. Ryutaro Hashimoto, le ministre des Affaires étrangères, M. Yohei Kono, et le directeur général de l'Organisme d'auto-défense, M. Tokuchiro Tamazawa, ont été des plus constructifs. À chaque réunion, j'ai souligné l'importance de nos relations bilatérales et j'ai discuté des défis que nos deux pays avaient à relever. J'ai été particulièrement heureux de poursuivre avec le ministre des Affaires étrangères, M. Kono, le dialogue entamé au début du mois à Naples.

Permettez-moi de développer brièvement ces points.

## L'IMPORTANCE DU JAPON POUR LE CANADA

### Les relations politiques

Sur les plans politique et économique, le Japon et le Canada sont des interlocuteurs et des partenaires clés au sein d'organismes multilatéraux d'une importance fondamentale pour nos deux pays, comme la nouvelle Organisation mondiale du commerce, le G-7 [Groupe des sept pays les plus industrialisés], l'Organisation des Nations Unies, l'APEC et divers autres organismes réunissant des pays de l'Asie et du Pacifique. L'an prochain, le Canada présidera le Sommet économique tandis que le Japon sera l'hôte des réunions des dirigeants de l'APEC. Nous nous réjouissons à l'avance de travailler en collaboration étroite avec le Japon pour assurer le succès de ces deux événements.

Comme le Canada a participé à presque toutes les missions mandatées par les Nations Unies, son engagement dans la cause du maintien de la paix est indubitable. Ces dernières années, le Japon aussi a cherché à prendre part à ces activités. Des Canadiens ont d'ailleurs travaillé aux côtés de japonais dans les missions de l'ONU au Cambodge et au Mozambique. En fait, des officiers canadiens se sont rendus à Hokkaido pour partager leurs expériences au Cambodge avec leurs homologues japonais et les préparer à leur première opération de maintien de la paix. Les expériences que nous avons partagées dans le cadre de ces activités nous donnent l'occasion de coopérer davantage. Dans mes entretiens ici, j'ai constaté à quel point il était enrichissant de partager les leçons que nous avons tirées de ces activités de maintien de la paix et à travailler ensemble à accroître la capacité des Nations Unies à cet égard.

J'ai également profité de ces entretiens pour souligner toute l'importance que le Canada attache à la réforme des Nations Unies. Alors qu'approche le 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'ONU, le Canada continuera de collaborer avec le Japon afin de faire adopter les réformes clés-nécessaires pour rendre l'Organisation plus efficace. Le Canada est évidemment favorable à un rôle accru du Japon au sein de l'ONU.

Par ailleurs, le Japon seconde les efforts déployés par le Canada pour accroître l'efficacité de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques]. Nous avons mené une campagne dynamique pour qu'une prestigieuse personnalité canadienne, l'honorable Don Johnston, soit élu à titre de nouveau secrétaire général de cette organisation. Et nous devons ici saluer le soutien du Japon, qui s'est montré d'emblée entièrement d'accord avec cette initiative, car nous croyons que ce soutien facilitera l'élection de notre candidat.

Stopper la prolifération des armes nucléaires constitue l'une des grandes priorités auxquelles doit s'attaquer la communauté mondiale. La paix et la sécurité collectives en dépendent. Il est difficile d'imaginer comment nous aurions pu répondre au défi que pose la Corée du Nord sans le Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). L'existence possible d'un programme d'armement nucléaire en Corée du Nord inquiète particulièrement le Japon et le Canada, et a constitué un élément important de mes entretiens ici à Tokyo.

La conférence d'examen du TNP se tiendra en avril 1995. À cette conférence, le Canada appuiera une reconduction indéfinie du TNP. Cette solution permettrait d'apaiser les inquiétudes touchant la persistance du traité et des avantages qu'il présente et nous permettrait également de progresser en nous attelant à la tâche d'achever un traité global sur l'interdiction totale des essais nucléaires.

Le Canada a pris note de l'intention du Japon de consacrer 75 milliards de dollars américains à l'aide publique au développement (APD) entre 1993 et 1998. Il s'agit là d'une très importante contribution qui illustre bien la valeur que le gouvernement japonais attache à l'APD. Le Canada se fait depuis longtemps un devoir de contribuer à l'aide au développement, dans le monde en général et en Asie, en commençant avec le Plan Columbo au cours des années 1950. Dans mes entretiens ici, je me suis dit intéressé à explorer davantage les possibilités de coopération dans ce domaine avec le Japon, en participant par exemple à des projets conjoints de développement et en procédant à des échanges accrus de personnel. Le Canada et le Japon trouvent inquiétant que certains pays bénéficiaires d'aide au développement fassent en même temps d'importantes acquisitions d'armements. Comme notre gouvernement a entrepris un examen de sa politique étrangère et de ses programmes d'aide, je trouve que ces idées méritent qu'on les examine bien attentivement.

Le Canada et le Japon font également partie d'organismes régionaux. La semaine prochaine, le ministre des Affaires étrangères, M. Kono, et moi-même assisterons à la réunion inaugurale du Forum régional de l'ANASE à Bangkok. Ce sera un événement historique, car il rassemblera les ministres des Affaires étrangères de 18 pays de la région de l'Asie et du Pacifique, y compris de la Chine, de la Russie, des États-Unis, du Viet Nam ainsi que du Japon et du Canada, qui y discuteront de sécurité régionale. Le Forum régional de l'ANASE offre à notre communauté d'Asie-Pacifique l'occasion d'élaborer ensemble des mécanismes permettant d'empêcher les conflits et de les régler lorsqu'ils éclatent.

Pour y parvenir, nous devons commencer par prendre l'habitude de dialoguer entre principaux pays intéressés. Cela contribuera beaucoup à bâtir un climat de confiance et à promouvoir la

transparence entre les pays de la région de l'Asie et du Pacifique.

### Relations économiques et commerciales

La Chambre de commerce du Canada au Japon et la Société Canada-Japon peuvent témoigner du fait que nos relations économiques avec le Japon sont extrêmement importantes. Elles ont été et demeurent en effet un élément vital qui nous permet d'élargir les liens entre nos deux pays et d'approfondir notre lien transpacifique.

Le commerce entre nos deux pays a dépassé 19 milliards de dollars l'année dernière, ce qui fait du Japon le deuxième partenaire commercial et économique du Canada. Malgré le recul économique du Japon, les exportations canadiennes vers ce pays se sont accrues à un rythme de 13 p. 100. Les investissements japonais directs au Canada dépassent les 10 milliards de dollars par an, sans compter les 46 milliards de dollars investis dans les valeurs mobilières et les obligations, ce qui place le Japon au troisième rang parmi nos investisseurs. De plus, il représente notre deuxième source de touristes. Un demi-million de Japonais visitent le Canada chaque année.

Bien entendu, c'est la santé de nos économies respectives qui déterminera à l'avenir l'expansion de nos échanges commerciaux et de nos investissements réciproques. Nos deux pays ont été durement touchés par la récession, et le Japon est par ailleurs aux prises avec des difficultés structurelles : société vieillissante, monnaie en cours de réévaluation et nécessité de réduire les excédents croissants de ses opérations courantes. J'ai trouvé particulièrement encourageants à cet égard les propos que le premier ministre Murayama a tenus lundi à la Diète du Japon.

Nous estimons que le gouvernement japonais est sur la bonne voie lorsqu'il s'efforce de promouvoir la croissance économique en stimulant la demande intérieure par la déréglementation et l'ouverture de son marché. Nous croyons que cette approche constitue la meilleure façon de résoudre le problème des déséquilibres de la balance commerciale, car elle est conforme à l'esprit du libre-échange multilatéral et au système commercial international fondé sur des règles, auquel nos deux pays sont attachés.

Le marché du Japon évolue au même rythme que son économie. Nous accroîtrons nos exportations vers le Japon dans la mesure où nous saurons nous positionner dans les segments où la demande augmente le plus rapidement, ceux des produits à forte valeur ajoutée. Parallèlement, il nous faudra maintenir nos exportations traditionnelles de produits provenant des ressources naturelles,

qui constituent toujours la majeure partie de nos relations commerciales.

Il faut tirer parti de ces changements pour ouvrir de nouveaux débouchés à nos exportateurs. Les entreprises canadiennes ont compris qu'elles devaient s'adapter, et collaborent avec les gouvernements fédéraux et provinciaux pour définir des plans d'exportation dans sept secteurs prioritaires : aliments transformés, produits de la pêche, produits de construction, technologies de l'information, pièces d'automobile, tourisme et aérospatiale.

Je suis persuadé que notre Plan d'action pour le Japon exploitera le potentiel que renferment ces secteurs de croissance prioritaires.

Notre gouvernement estime que le grand marché nord-américain issu de l'ALENA [l'Accord de libre-échange nord-américain] créera des débouchés encore plus nombreux pour les investissements japonais au Canada.

#### Forum Canada-Japon 2000

Beaucoup d'entre vous ont peut-être entendu parler du Forum 2000 Canada-Japon. Comme nous l'avons signalé dans notre programme électoral, le livre rouge, nous prenons cette initiative très au sérieux. M. Chrétien a nommé de nouveau l'honorable Peter Lougheed à la tête du Groupe consultatif canadien, dont les membres siègent à titre personnel et qui participera au suivi du rapport. Je suis heureux d'annoncer que le premier ministre a aussi nommé de nouveau au Groupe consultatif canadien M<sup>me</sup> Geraldine Kenney-Wallace, présidente de l'Université McMaster, de Hamilton (Ontario), et y a nommé M. Jean-Paul Gourdeau, un homme d'affaires de Montréal (Québec), et M<sup>me</sup> Tamako Yagai Copithorne, une experte en matière de culture et de communications de Vancouver (Colombie-Britannique).

Nous sommes redevables aux Groupes consultatifs de certains succès consécutifs au Forum 2000, notamment l'intensification de la coopération Canada-Japon au sommet du G-7 et à l'APEC, l'organisation d'une mission touristique du gouvernement japonais au Canada en septembre dernier et la tenue d'un symposium sur la gestion de l'environnement du Pacifique nord, à Vancouver, en mars.

Nous voulons tirer parti de ces succès, et à cet égard, je crois comprendre qu'une réunion des deux groupes consultatifs se tiendra en septembre à Vancouver, et je suis persuadé qu'ils continueront d'élargir les possibilités de coopération fructueuse.

## La scène canadienne

Le Canada traverse une époque intéressante sur le plan politique.

Notre gouvernement a été élu sur un engagement ferme, avec un mandat clair : stimuler la croissance économique et la création d'emplois. Nous savons que les exportations et l'investissement étranger direct auront un rôle important à jouer dans cette stratégie. Comme je le disais tout à l'heure, le Plan d'action du Canada reflète notre volonté bien arrêtée d'accroître nos relations commerciales avec le Japon.

Nous savons aussi que la stabilité politique et une solide gestion des finances publiques sont essentielles pour attirer l'investissement étranger direct. Une économie forte est la clé d'une société forte. À cet égard, nous nous réjouissons des prévisions récentes de l'OCDE selon lesquelles la croissance canadienne sera la plus forte parmi les pays du G-7, dans les années à venir. Le fait que nous soyons parvenus à maintenir cette croissance tout en limitant l'inflation et en augmentant la productivité montre combien le Canada attire les investissements en Amérique du Nord.

Un certain nombre d'indices supplémentaires démontrent aussi que l'économie canadienne s'affermi. La croissance économique s'est accélérée depuis un an, encouragée par les exportations et les dépenses de consommation. En fait, la croissance récente de l'emploi et la confiance des consommateurs, qui affiche une tendance à la hausse, suggèrent que l'expansion est en bonne voie. Depuis janvier, 178 000 emplois ont été créés, et ces chiffres atteignent presque les niveaux d'avant la récession. La dynamique de la croissance est plus forte qu'on ne s'y attendait en 1994. En dépit de l'augmentation des taux d'intérêt, la croissance réelle cette année dépassera probablement les 3 p. 100 que prévoyait le budget. Pendant ce temps, l'inflation demeure à un taux remarquablement bas et le gouvernement reste bien déterminé à assumer ses responsabilités financières. Nous sommes en voie de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB [produit intérieur brut] d'ici trois ans. Notre objectif ultime reste naturellement de l'éliminer.

Je sais que des investisseurs étrangers s'inquiètent de la situation politique au Canada. Ils ne devraient pas s'alarmer chaque fois que des élections provinciales sont déclenchées au Québec, en particulier quand les sondages indiquent que les Québécois vont choisir de rester au Canada. Les tensions qui règnent entre les provinces et le gouvernement central ne sont pas l'apanage du Canada, c'est le lot de tous les systèmes fédéraux.

Les Canadiens veulent que leur gouvernement gouverne de façon honnête et intègre. La gestion efficace et responsable des

affaires publiques est peut-être plus importante qu'une constitution parfaite. Le Québec le reconnaît aussi. La forte popularité personnelle du premier ministre Chrétien au Québec montre que les habitants de cette province ont confiance en ses qualités de chef.

Nous sommes calmes et confiants à la veille des élections au Québec. Nous avons parfaitement confiance que le premier ministre Johnson peut les remporter. Sinon, je me permets de vous rappeler que le Québec a élu le Parti québécois dans le passé, puis a rejeté son programme séparatiste lors d'un référendum, pour ensuite le reporter au pouvoir quelques mois plus tard. Les sondages d'opinion menés ces derniers temps au Québec révèlent une dualité tout à fait similaire dans l'esprit des Québécois.

Les Québécois ont été, eux aussi, durement touchés par la récession. Ils constatent que l'économie canadienne connaît un nouvel essor et je ne pense pas qu'ils veuillent compromettre la relance en votant en faveur de la séparation.

Cette année, l'indice du développement humain de l'ONU, qui détermine les conditions et la qualité de vie dans le monde, a donné la première place au Canada. Notre pays reste un endroit idéal où il fait bon vivre et travailler, et un lieu privilégié pour les investisseurs. Dans un monde agité et imprévisible, le Canada, comme le Japon, demeure une nation prospère et paisible.

Après ma visite au Japon, je suis persuadé que nos possibilités de coopération entre gouvernements, entre milieux d'affaires et entre particuliers, aussi bien en Asie que partout dans le monde, seront multiples et passionnantes.

Merci.